



**PIA**  
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ASSISTANCE  
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH CERT  
AFRICA  
ISO CERTIFIED

www.pia-togo.com



Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300Fcf

# Journal des entrepreneurs **ECO & FINANCES**

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Page 3

## Analyse

### « UN TOGO NOUVEAU POUR UNE RENAISSANCE ÉCONOMIQUE CERTAINE ET UNE PROSPÉRITÉ DURABLE PARTAGÉE », KOFFI SODOKIN, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE LOMÉ



Koffi SODOKIN,  
Maître de Conférences

## E-commerce

### Le smartphone a révolutionné le secteur ces dernières années

Le secteur du commerce électronique a connu un essor grâce à smartphone. Le smartphone a eu...

Page 2

## Modernisation du secteur agricole

### Construction des CRMA dans les régions du Togo

Le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a présidé le jeudi 20 avril 2023 à Kara, à la cérémonie de pose de la première pierre pour la de ...

Page 4

## Marché

### Comment une nouvelle réglementation boursière en Chine a fait flamber des actions de 200%

(BFM Bourse) - Une nouvelle réglementation boursière assouplie en Chine a redonné ....

Page 6



## Secteur maritime au Togo

### Une politique environnementale au cœur du développement de l'économie bleue

Page 4



Assistance Routière

Pour toute assistance routière vous pouvez maintenant nous contacter sur notre numéro vert

N° Vert 80807070



L'union pour l'efficacité



E-commerce**Le smartphone a révolutionné le secteur ces dernières années**

*Le secteur du commerce électronique a connu un essor grâce à smartphone. Le smartphone a eu un impact considérable sur le e-commerce depuis son introduction il y a plus de dix ans. Les consommateurs peuvent désormais effectuer des achats en ligne à partir de leur téléphone portable, ce qui a changé la façon dont les entreprises vendent leurs produits en ligne.*

● Dieudonné AMOUZOUVI



Les clients et les vendeurs pourraient effectuer avec leur smartphone, des opérations n'importe où n'importe quand et n'importe comment. Cet atout a permis aux entreprises d'augmenter leur chiffre d'affaires. Plusieurs PDG des grandes entreprises de e-commerce ont exprimé leur avis sur cette révolution, exprimant leurs témoignages. Pour eux, le smartphone a révolutionné le secteur d'activité de façon radicale. D'après Jeff Bezos, fondateur et PDG d'Amazon, qui s'exprimait

dans une interview en 2017 : « Le smartphone a radicalement changé notre façon de faire des achats en ligne. Les consommateurs peuvent désormais acheter des produits en ligne à tout moment, n'importe où et cela a augmenté les ventes d'Amazon. » De son côté Jack Ma, fondateur d'Alibaba Group, a déclaré dans une interview en 2018 que « Le smartphone est la clé de voûte de l'e-commerce. Il a permis de démocratiser l'accès à l'achat en ligne, offrant aux consommateurs un accès

facile et rapide à un large choix de produits ». Dans une interview en 2019, Satya Nadella le PDG de Microsoft déclarait que « le smartphone est devenu un outil essentiel pour les entreprises qui cherchent à se connecter avec leurs clients en ligne. Les entreprises doivent s'adapter à ce changement de comportement des consommateurs et offrir une expérience mobile optimale pour rester compétitifs ».

E-commerce en Afrique  
En Afrique, l'e-com-

merce est en pleine expansion, et le smartphone a joué un rôle majeur dans cette croissance. Les clients et entrepreneurs de e-commerce en Afrique ont également partagé leurs avis sur l'impact du smartphone sur l'e-commerce. D'autant plus que chacun d'entre eux en profite. Le smartphone joue un rôle capital dans la vente électronique. Mamadou Ndoye, fondateur de Jumia Sénégal, a déclaré dans une interview en 2020 : « Le smartphone est un élément clé de l'e-commerce en Afrique. Il permet aux clients de passer des commandes en ligne, de suivre leur livraison et de payer directement depuis leur téléphone portable. Cela a simplifié l'achat en ligne pour les clients africains ». Allant dans le même sens, Fadimatou Noutchemo Simo, fondatrice de la plateforme de e-commerce en ligne de produits africains FASHIZBLACK, affirmait dans une interview

**ECO & FINANCES**

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email : ecofinances.infos@gmail.com

Site web : www.ecoetfinances.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES

N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Directeur de publication**

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

**Rédacteur en chef**

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

**Chef d'édition**

Eyram AKAKPO  
00228 93 64 07 85

**Rédacteurs**

Keziah KPATIDE  
SALLAH Patience  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE

**Direction commerciale**

00228 97 25 84 84

**Graphistes**

FOLIKOUE ATA K. Achille  
DOS REIS A. Marie Goretti

**Imprimerie**

TOGO V.SPRINTS  
Tirage: 3000

en 2021 : « Le smartphone a radicalement ouvert de nouvelles opportunités pour les entrepreneurs africains. Il nous permet de toucher une clientèle plus large en offrant une expérience d'achat en ligne facile et accessible ». Il faut noter que le smartphone a radicalement changé l'industrie du commerce électronique, en offrant aux consommateurs un accès facile et rapide aux produits en ligne et aux entreprises une plateforme pour atteindre une clientèle plus large.

Coopération**Echanges entre le chef de l'Etat et l'Envoyé Spécial du gouvernement italien**

*Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a reçu, ce 19 avril 2023 à Lomé, l'Envoyé Spécial du gouvernement italien.*



Monsieur Mario Giro de l'Etat, le partenariat a évoqué avec le chef de l'Etat, le partenariat entre l'Italie et le Togo, notamment dans le secteur du commerce et des

affaires. Il a saisi l'occasion pour présenter au Président de la République, la candidature de Rome pour l'Exposition Universelle 2030. « Nous avons discuté avec Son Excellence Monsieur le Président de la République, de la candidature de Rome pour l'Exposition Universelle 2030. Le Togo est un pays important avec lequel l'Italie entretient des relations suivies depuis longtemps. Nous

voulons une exposition universelle différente où chaque pays présente son propre pavillon afin de relever les différents défis de notre temps » a déclaré l'Envoyé Spécial du gouvernement italien. Le Togo est membre du Bureau international des expositions (BIE), une organisation internationale née de la volonté des États membres de s'engager dans la mission économique, politique et culturelle de ces

événements pour leur renommée internationale, leur force d'innovation et leur capacité d'attraction des investissements directs étrangers. Le pays participe régulièrement aux expositions universelles pour vendre ses atouts et opportunités d'investissement, ainsi que les avancées majeures réalisées dans différents secteurs novateurs.

## Analyse

## « Un Togo nouveau pour une renaissance économique certaine et une prospérité durable partagée », Koffi SODOKIN, Maître de Conférences à l'Université de Lomé

Depuis son indépendance il y a 63 ans, le Togo a connu des opportunités et des défis pour son économie. Aujourd'hui, après une trajectoire complexe et des expériences diverses, le pays est en bonne voie vers une renaissance économique et une prospérité durable partagée.

● Keziak KPATIDE

particulier depuis 2005, ont permis au pays de renouer avec des taux de croissance positifs et un développement économique plus robuste. Grâce à des stratégies de développement clairement définies aussi bien qu'objectivement exécutées et, une mobilisation collective pour améliorer le niveau de vie de la population, le Togo peut espérer voir son niveau de vie doubler en moins de 10 ans si les conditions favorables sont maintenues. À travers un engagement constant et une vision holistique éclairée pour l'avenir, le Togo a l'opportunité de bâtir un avenir plus prometteur et une prospérité durable partagée pour ses citoyens.

**I n t r o d u c t i o n**  
La croissance économique constitue une préoccupation majeure dans les débats politiques. Suite aux recherches influentes de Robert Solow (1956) et de Romer (1986), il est communément admis qu'à long terme, l'économie tend vers une trajectoire stable où la production et l'échange d'idées jouent un rôle essentiel dans la création de la richesse des nations. Ainsi, il est possible d'observer une augmentation constante du taux de croissance de la richesse nationale et, par conséquent, du niveau de vie des populations. Les théories de Romer (1986) et les travaux pionniers de Debreu (1962) soulignent que, grâce au principe de l'apprentissage par la pratique (Learning by doing), les pays acquièrent les connaissances indispensables à leur prospérité écono-



### Koffi SODOKIN, Maître de Conférences

mique. Les perspectives prometteuses en matière de croissance de la richesse par habitant au Togo depuis son indépendance, ainsi que les efforts et les expériences accumulées par la Gouvernance publique togolaise au cours des 63 dernières années, augurent un avenir économique favorable pour le pays sur la voie d'une prospérité durable partagée. Aussi l'avenir du Togo est-il empli d'optimisme et, offre à cet effet des opportunités tangibles pour construire une société inclusive et durable, avec une amélioration constante du niveau de vie. Ceci est corroboré par les données statistiques qui retracent l'histoire économique du pays et les perspectives d'avenir. Depuis 2005, la croissance suit un rythme accéléré, similaire à celui observé aux lendemains des indépendances. L'économie togolaise connaît à présent une phase d'accélération plus résiliente et plus soutenue. L'analyse de l'évolution de la croissance potentielle depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui révèle plusieurs phases distinctes. Quatre ans après l'indépendance, la croissance a atteint une moyenne impressionnante de 8,8%, avant de subir une série de crises jusqu'à la

période des ajustements structurels (1991-1996). Par la suite, une reprise plus robuste et stable a émergé avec l'arrivée au pouvoir de l'actuel Président de la République. Depuis 2006, la croissance a regagné sa trajectoire historique, similaire à celle de la période post-indépendance, avec un doublement du taux de croissance annuel moyen qui est passé de 2,2% à 4,7%. Ce résultat remarquable, atteint après 40 ans de difficultés, illustre le regain du Togo sur la voie menant à la réalisation de son potentiel – un avenir prospère et florissant symbolisé par une terre promise où coulent le lait et le miel, garant de la cohésion sociale.

Graphique 1a : Togo, phases de croissance du PIB potentiel (1960-2021)  
Source : Auteur, WDI, 2022  
Graphique 1b : Togo, Taux de croissance moyen par phase de croissance (1960-2021)

Source : Auteur, WDI, 2022  
Le niveau de vie a doublé en 20 ans après les indépendances malgré les difficultés. Vingt ans après l'indépendance, le Togo a réussi à doubler son PIB par habitant (Graphique 2). L'analyse de l'évolution économique

du pays montre qu'en moins d'une génération (20 ans) après l'indépendance, le PIB par habitant a doublé, passant de 339,0 dollars US en 1960 à 663,7 dollars US en 1980. Par la suite, il s'est stabilisé autour de 527 dollars en moyenne pendant 41 ans (1980-2021). Cependant, cette évolution occulte certaines disparités, car la trajectoire de la croissance n'a pas été uniforme au fil du temps. On peut ainsi distinguer trois grandes phases. La première phase, de 1960 à 1980, a été caractérisée par une augmentation beaucoup plus vigoureuse du niveau de richesse par habitant, grâce à la mise en œuvre des premiers plans quinquennaux qui ont stimulé la croissance économique du pays. La deuxième phase (1981-2008) a vu le niveau de richesse décliner en raison des crises sociales et politiques survenues en 1992 et 2005, bien qu'une légère reprise ait été observée entre 1994 et 1998. Enfin, la dernière phase (2009-2021) se caractérise par une croissance plus rapide et continue du niveau de richesse, ainsi qu'une performance économique plus solide grâce à la mise en place successive de plans et stratégies de développement, la stabilisation de la situation

politique et l'augmentation des investissements dans les grands travaux.

Graphique 2 : Togo, évolution du PIB par tête après les indépendances (1960-2021 en dollars US)

Source : Auteur, WDI, 2022

Une vision éclairée du gouvernement permettant de mieux baliser les chemins vers une prospérité durable. La dynamique des cycles de croissance économique au Togo a été notablement influencée par les différents régimes politiques qui se sont succédés depuis l'indépendance du pays (Graphique 3). La tendance générale de la croissance expose des fluctuations significatives. Au cours de la première phase majeure de la vie politique du Togo (1960-1967), une politique économique d'austérité prédominait. Cette période a été marquée par la promotion du pluralisme politique, deux coups d'État successifs et une transition politique en symbiose avec une politique économique stricte. La croissance économique amorcée lors de cette ère a rapidement décliné après avoir atteint un pic de 10,3% en 1965. À partir de 1967, une politique économique de type collectiviste a été instaurée, sans résultats probants. La deuxième phase cruciale (1967-2005) se caractérise par des efforts considérables visant à maintenir le Togo sur une trajectoire de croissance soutenue. Malgré le début de l'industrialisation, la construction d'infrastructures telles que le port de Lomé, la

découverte de gisements de phosphate et le développement de l'agriculture (café, cacao), ainsi qu'un afflux significatif d'aide étrangère, cette période a subi une décélération économique persistante. Les conditions étaient toutefois propices à la mise en place de plans quinquennaux axés sur l'agriculture et l'industrie. La politique agricole visait l'autosuffisance alimentaire, tandis que la politique industrielle engendrait des déficits majeurs, aboutissant au premier ajustement structurel en 1982. Après 1991, le Togo a adopté des politiques d'orientation libérale, avec un deuxième ajustement structurel et une première phase d'accélération de la croissance culminant à 6,8% en 1997. Ces politiques ont été appliquées en réponse à l'endettement excessif du pays et avaient pour but de stimuler l'économie grâce à des réformes axées sur la libéralisation et la privatisation. Le secteur privé est ainsi devenu le moteur de la croissance économique et du développement, reléguant l'État à un rôle secondaire. Depuis 2005, une reprise économique plus pérenne est observée grâce à la mise en place de divers plans et stratégies de développement. La troisième grande phase politique, démarrée en 2005, est accompagnée par le renforcement de la coopération internationale, la stabilisation du contexte politique et l'établissement de stratégies et plans de développement (DSRP, SCAPE, PND, et finalement la Feuille de route gouvernementale pour répondre au choc du Covid-19). Les politiques économiques expansionnistes

SUITE PAGE 4



## Secteur maritime au Togo

## Une politique environnementale au cœur du développement de l'économie bleue

Le Ministère de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, accompagne le Port Autonome de Lomé dans la mise en œuvre d'une politique environnementale basée sur plusieurs axes stratégiques dont la prévention de la pollution, la gestion des déchets et de l'énergie, ceci dans l'optique de minimiser l'impact environnemental des activités portuaires

• Kéziyah KPATIDE



La protection de l'environnement portuaire tient à cœur aux autorités portuaires qui ne ménagent aucun effort. Ainsi pour protéger l'air, l'eau et le sol, une série de mesures préventives ont été mises en place au Port autonome de Lomé. Ces mesures comprennent l'utilisation d'équipements de manutention et de stockage modernes pour réduire les émissions de gaz d'échappement et de poussières, l'utilisation de systèmes de traitement des eaux usées et de collecte des eaux de pluie utilisés sur la plate-forme portuaire pour prévenir la pollution de l'eau, et l'utilisation de méthodes de stockage et de manutention des cargaisons qui minimisent le risque de contamination du sol. Qu'il s'agisse de prévenir la pollution de l'air,

de l'eau ou du sol, le port de Lomé surveille également la qualité en effectuant des traitements pour s'assurer que les niveaux de pollution respectent les normes internationales établies. En ce qui concerne la gestion de l'énergie, conformément à la politique énergétique du gouvernement, le port s'est engagé à réduire sa consommation d'énergie et à augmenter l'utilisation des énergies renouvelables. Suivant les instructions du ministre de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, Kokou Edem Tengue, la politique est axée sur la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique visant à réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments portuaires en optant pour des panneaux solaires afin de pro-

duire de l'énergie verte. Enfin, pour une gestion efficace des déchets, le port de Lomé dispose d'un système de gestion qui permet la collecte, le tri et l'élimination des déchets générés par les activités portuaires de manière responsable et respectueuse de l'environnement. Le Port Autonome de Lomé a obtenu la certification ISO 14001 pour son système de gestion environnementale. Cette certification reconnaît l'engagement du ministère de l'économie maritime en faveur de la protection de l'environnement. Et pour l'année 2023, un budget de 60 millions de francs CFA est prévu pour financer plusieurs activités du plan d'action environnemental du port autonome de Lomé.

## Modernisation du secteur agricole

## Construction des CRMA dans les régions du Togo

Le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a présidé le jeudi 20 avril 2023 à Kara, à la cérémonie de pose de la première pierre pour la construction du Centre régional de mécanisation agricole (CRMA) de Kara situé à Tchitchao.

• Bernard AFAWOUBO



Offrir aux producteurs du Togo un accès aux équipements et au service de mécanisation de qualité, professionnaliser les agriculteurs et accroître leur rendement pour assurer l'auto-suffisance alimentaire, c'est le but visé par cette nouvelle initiative présidentielle. Ce nouveau projet qui a été lancé à la suite de l'apothéose du dernier acte du Forum national des producteurs agricoles du Togo (FoPAT), a pour ambition d'accélérer l'opérationnalisation de la modernisation du secteur à travers l'implantation des centres régionaux de mécanisation agricole sur l'ensemble du territoire. Ce projet qui est le fruit d'un partenariat public-privé, répond à la politique d'amélioration de la productivité et de promotion de l'entrepreneuriat agricole du chef de l'Etat. « Nous sommes en train de matérialiser la promesse du chef de l'Etat aux producteurs agricoles. Ce centre de mé-

canisation répond à la volonté du Président de la République d'augmenter la production agricole dans le cadre du projet P12 d'amélioration des conditions de travail des producteurs et de la productivité agricole » a indiqué Antoine Lékpa Gbégné, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural. L'implantation de cette infrastructure est aussi guidée par un souci de performance visant la formation des jeunes au métier de mécanisation. Le Centre régional de mécanisation agricole de Kara couvre un domaine de 3 hectares. Conformément aux défis, cette infrastructure de soutien, sera dotée de matériels et équipements modernes pour faciliter les différentes étapes de la production agricole et augmenter les surfaces exploitables et la productivité. Pour atteindre ces objectifs, le CRMA de Kara disposera de plusieurs installations dont un

parc d'exposition de matériels agricoles, un parc de matériels agricoles de 2000m2 chacun, un bâtiment administratif, un logement pour les techniciens, un magasin de stockage des produits finis, un magasin de pièces de rechange, la direction technique pour la maintenance et la formation des techniciens. Les travaux de construction et d'équipement du Centre pilote de Kara seront exécutés par Bonkougou Distribution (BKG), spécialisée dans la prestation de services de labour mécanisé, la vente et la location de machines et d'équipements agricoles aux usagers, la formation aux métiers de mécanisation agricole et la promotion de l'entrepreneuriat rural. Les travaux de construction d'un deuxième Centre régional de mécanisation agricole seront lancés dans quelques mois dans la région la région des Plateaux et quatre centres dans les autres régions du pays.

## SUITE PAGE 3

axées sur les grands travaux ont dynamisé l'économie et accéléré la croissance économique, avec une moyenne d'environ 5% sur une période de 15 ans. Cette politique expansionniste est juste au regard de la thèse toujours actuelle développée par l'économiste anglais John Maynard Keynes (Keynes, 1936) Graphique 3 : phase de croissance du PIB potentiel et régimes politiques

Source : Auteur, WDI, 2022 Les espérances de doublement du niveau de vie des togolais en 10 ans Si le Togo réussit à maintenir son taux de croissance conformément aux prévisions de la Feuille de route gouvernementale, il pourrait doubler le niveau de vie de sa population en seulement 9 ans. Il convient de souligner que le taux de croissance

envisagé dans cette stratégie gouvernementale incarne avant tout un espoir commun à tous les Togolais, évoquant une prospérité renouvelée après l'indépendance. Effectivement, un taux de croissance moyen de 8,8% entre 1960 et 1964 aurait permis d'améliorer deux fois le niveau de vie des Togolais en 8 ans. Aujourd'hui, en dépit d'un contexte mondial complexe, de

## SUITE PAGE 7



# BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 20 avril 2023

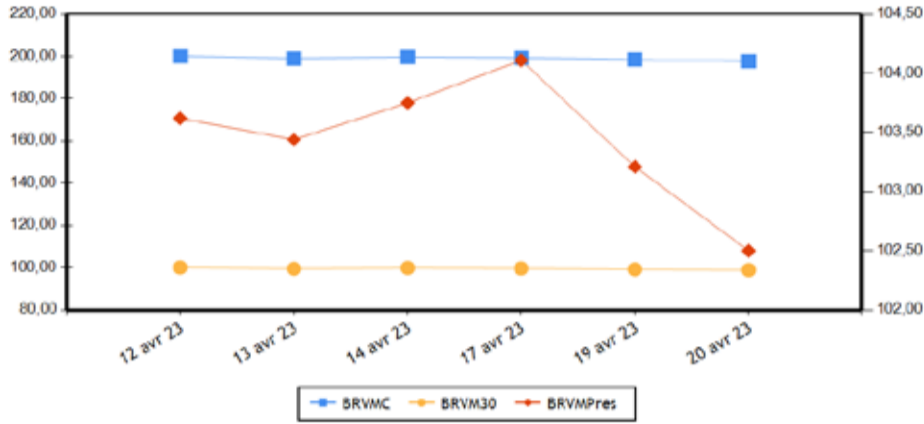
N° 77

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>197,70</b>
Variation Jour	-0,43 %
Variation annuelle	-2,72 %

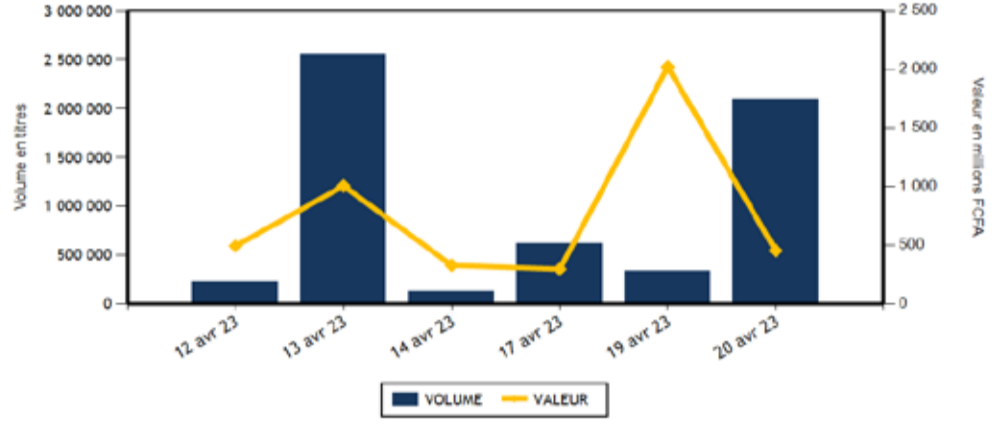
<b>BRVM 30</b>	<b>98,90</b>
Variation Jour	-0,34 %
Variation annuelle	-1,10 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>102,50</b>
Variation Jour	-0,69 %
Variation annuelle	2,50 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 354 980 437 236	-0,43 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 093 942	816,62 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	453 374 054	-53,42 %
Nombre de titres transigés	37	-7,50 %
Nombre de titres en hausse	9	-18,18 %
Nombre de titres en baisse	14	-26,32 %
Nombre de titres inchangés	14	40,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 981 333 314 080	-0,05 %
Volume échangé	164	-99,85 %
Valeur transigée (FCFA)	1 134 228	-99,89 %
Nombre de titres transigés	5	-44,44 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-66,67 %
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 175	5,86 %	23,68 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 245	2,89 %	-3,86 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 800	1,75 %	11,54 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 250	1,63 %	-10,71 %
BERNABE CI (BNBC)	2 000	1,01 %	0,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	740	-7,50 %	-20,43 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 060	-7,41 %	-4,38 %
SOLIBRA CI (SLBC)	80 000	-6,98 %	-3,90 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 705	-1,98 %	-21,26 %
BICI CI (BICC)	6 300	-1,56 %	-8,03 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,50	-0,69 %	2,50 %	2 044 986	220 797 359	6,27
BRVM-PRINCIPAL	36	92,99	-0,60 %	-7,01 %	48 956	232 576 695	8,42

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	96,90	-1,62 %	-7,02 %	2 740	8 741 190	8,32
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	472,33	-0,18 %	-3,45 %	17 059	146 072 340	9,11
BRVM - FINANCES	15	75,24	-0,20 %	-0,36 %	2 059 687	245 600 574	6,19
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	-0,69 %	0,35 %	1 360	1 901 210	5,47
BRVM - AGRICULTURE	5	277,18	0,12 %	-2,25 %	4 906	39 045 380	5,38
BRVM - DISTRIBUTION	7	338,71	-2,52 %	-5,53 %	8 021	11 816 120	25,08
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 449,81	5,86 %	23,68 %	169	197 240	14,11

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,37
Taux de rendement moyen du marché	7,67
Taux de rentabilité moyen du marché	7,83
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	654 388,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 014 088 739,48

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	56,72
Ratio moyen de satisfaction	81,08
Ratio moyen de tendance	142,94
Ratio moyen de couverture	69,96
Taux de rotation moyen du marché	0,20
Prime de risque du marché	7,67
Nombre de SGI participantes	32

**Définitions**  
 Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

## Marché

# Comment une nouvelle réglementation boursière en Chine a fait flamber des actions de 200%

(BFM Bourse) - Une nouvelle réglementation boursière assouplie en Chine a redonné un nouveau souffle aux introductions en Bourse dans le pays. Dix nouvelles sociétés chinoises ont fait leur entrée en Bourse en début de semaine sur les places de Shanghai et Shenzhen. Et les premières cotations ont plus qu'été remarquables.

Code	Nom	Prix	Différence	Volume	Changement %
601339	500	142	285	493	503
601350	2094	-372	35642	2155	2113
601366	693	-142	865	706	710
601368	568	-156	3980	579	579
601369	525	-420	24862	541	543
601375	361	-217	35116	364	368

Baptême du feu boursier réussi pour plusieurs sociétés chinoises. En début de semaine, un groupe de dix sociétés a fait une entrée remarquable sur les places financières de Shanghai et Shenzhen avec des cours qui ont bondi en moyenne de près de 100%, rapporte le Financial Times. Deux entreprises se sont particulièrement distinguées au cours de leur première journée de cotation : Shenzhen CEC-Port Technologies, un distributeur de composants électronique, dont les actions ont gagné jusqu'à 239% en séance ou Dencare Chongqing Oral Care Co un fabricant de produits bucco-dentaires, qui a lui aussi flambé de plus de 200% en cours de séance lundi. Les huit autres sociétés, dont Shaanxi Energy Investment Co et Both Engineering Technology Co ont connu des progressions allant de 50% à 120%. Pourquoi un tel emballement ? La Chine a opéré une refonte de ses places boursières avec des règles beaucoup plus

assouplies, notamment en matière d'introductions en Bourse. Depuis ce lundi, c'est un système par enregistrement adopté dans la majorité des pays qui est entré en vigueur pour l'ensemble des Bourses de Shanghai et Shenzhen. Une révolution pour ces deux places boursières de l'empire du Milieu. Et l'entrée de ce groupe de dix sociétés sous ce nouveau régime avait valeur de test grandeur nature.

Moins de régulation, plus de simplification

En Chine, le processus d'introduction en Bourse qui prévalait pour ces deux places était un système par approbation. C'est le régulateur, la China Securities Regulatory Commission (CSRC), qui alors donnait son aval à l'entrée en Bourse d'une société qui toquait à la porte. Ce mécanisme était régulièrement pointé du doigt en raison d'une régulation stricte et d'une longue liste d'attente. Pour certaines, le processus relevait du par-

cours du combattant tant le délai d'examen de chaque dossier pouvait prendre des mois voire des années. Ce même organisme était également en charge de fixer le prix des introductions en Bourse, d'ailleurs lui-même plafonné à 23 fois le bénéfice par action. D'ailleurs cette concentration du pouvoir de décision a donné lieu à des dérives. En 2018, Yao Bang, l'ancien vice-président de la CSRC a été condamné à 18 ans de prison pour corruption et délits d'initié. Quant à Liu Shiyu, l'ex-président de ce même régulateur, se serait dénoncé pour des faits de «corruption», englobant des délits d'initié et d'introduction en Bourse facilitée pour certaines sociétés originaires de sa province natale. Outre l'abolition du système d'introduction en Bourse par approbation, les nouvelles règles abandonnent également la limite quotidienne de variations de cours pendant les cinq premiers jours de cotation suivant une nouvelle entrée sur

les marchés financiers. En vertu de la nouvelle règle de négociation, la fluctuation journalière 10% imposée aux mouvements des prix des actions au cours des cinq premiers jours de négociation a été supprimée. Cette limite entrera en vigueur qu'à partir du sixième jour. La réforme consacre en outre une meilleure diffusion de l'information. Les entreprises postulantes à une introduction en Bourse devront divulguer un certain nombre d'informations les concernant. «Les changements apportés par la réforme des introductions en Bourse sont globaux et fondamentaux, centrés sur la divulgation d'informations», a déclaré Yi Huiman, président de la Commission chinoise de régulation des valeurs mobilières (CSRC), rapporte le média d'État CCTV lundi. Dévoilées pour la première fois le 1er février par la China Securities Regulatory Commission (CSRC), ces règles sont conçues pour simplifier les exigences de cotation et améliorer les procédures d'enregistrement et de vérification. Le but: détourner les sociétés en forte croissance de la tentation de lever des fonds hors de la Chine. Cité par le Financial Times, Yi Huiman, président de la Commission chinoise de régulation des valeurs mobilières, a déclaré lors d'une cérémonie d'introduction en Bourse lundi matin que les réformes représentaient «un changement complet et fondamental» et que ce premier groupe de dix introductions en Bourse constituait «une nouvelle étape importante dans la réforme et le développement des marchés

de capitaux chinois». «L'impact le plus important est que l'écosystème du marché a changé et que les investisseurs accorderont plus d'attention aux fondamentaux des entreprises. Seules les entreprises de haute qualité survivront», a déclaré lundi au Global Times Yang Delong, économiste en chef chez First Seafront Fund Management Co.

Une occidentalisation du système boursier chinois ?

Le système avait déjà été adopté pour la première fois en 2019 par le STAR Market, le marché des valeurs technologiques de Shanghai, l'équivalent du Nasdaq chinois. En 2020, c'est au tour du compartiment des start-up de Shenzhen, ChiNext, de privilégier ces règles plus assouplies puis à la Bourse de Pékin en 2021 afin d'améliorer leur attractivité. Pour autant, malgré la suppression de l'obligation formelle d'obtenir l'approbation de la CSRC pour s'introduire en Bourse, les courtiers locaux ont affirmé au Financial Times que les régulateurs continuent d'exercer une forte influence sur le choix des entreprises qui se voient accorder l'accès aux marchés de capitaux chinois. Cette nouvelle réglementation chinoise sur les introductions en Bourse intervient moins de deux ans après le lancement de la Bourse de Pékin. Cette nouvelle place financière a pour vocation de cultiver les «petits géants», soit les start-up à fort potentiel de croissance et dotées d'une technologie avancée. Le lancement de

cette nouvelle Bourse constituait alors «une étape clé dans la réforme du marché des capitaux chinois», expliquait le président de la Commission chinoise de réglementation des marchés de titres (CSRC) Yi Huiman. «C'est important car cela renforcera le marché des capitaux à plusieurs niveaux, améliorera le système de financement des PME, stimulera l'innovation et modernisera l'économie chinoise, avait-il ajouté. Avec cet assouplissement des règles boursières, le géant asiatique entend ainsi créer un écosystème d'investissement et de financement favorisant l'émergence ainsi que le développement d'entreprises technologiques et de pointe. Surtout, l'objectif est de contenir la fuite des pépites chinoises hors des frontières de l'empire du Milieu pour se financer aux Etats-Unis ou sur le Hang Seng Tech, l'indice à dominante technologique de la Bourse de Hong-Kong. Et ainsi faire de l'ombre aux grandes puissances occidentales, Etats-Unis en tête dans la course à la domination du ô combien stratégique secteur technologique. «L'extension du système d'introduction en Bourse basé sur l'enregistrement permettra de rationaliser le processus de cotation et d'attirer les entreprises qui se sont introduites en Bourse aux Etats-Unis ou à Hong Kong par le passé parce qu'elles ne pouvaient pas répondre aux exigences de la Chine continentale», ont souligné les analystes d'Industrial Securities. Sabrina Sadgui -

©2023 BFM Bourse



## Agropole de Kara

### Déjà des réalisations majeures

*Le secteur agricole constitue l'un des piliers de l'économie togolaise et offre des opportunités d'investissement avec la création des zones d'activités à vocation agro-industrielle regroupant divers acteurs intervenant dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles.*

Connu sous le nom d'agropole, ces pôles de croissance répondent à la vision du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé d'accélérer la croissance économique, faciliter la création d'emplois et de la richesse par l'amplification de l'articulation agriculture-industrie dans toutes les régions du pays. Le premier projet est implanté à Kara, sur les dix agropoles prévues d'ici à 2030. L'agropole de Kara a été lancée en 2018 et placée sous la coordination du Projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV). Le projet a reçu l'accompagnement des partenaires notamment la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque ouest africaine de développement (BOAD). En cinq ans, le projet pilote implanté dans le bassin de la Kara, a enregistré des résultats satisfaisants entre autres la mise en valeur des Zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP), la construction des infrastructures d'appui au secteur agricole et le renforcement des capacités des acteurs à la base. Mise en valeur spécifique des ZAAP L'agropole pilote de Kara, l'une des composantes du Projet de transformation agroalimentaire du Togo (PTA) se singularise par ses unités de production à grande échelle assurées par 1120 producteurs dont 274 femmes (24%). Les travaux techniques lancés en décembre 2020 ont permis de réaliser l'identification des terres cultivables auprès des collectivités locales, des levées topographiques et l'organisation des exploitants agricoles et l'aménagement de 11100 hectares de Zones

d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP). Pour assurer une meilleure productivité des ZAAP, un plan d'occupation rationnelle des terres a été élaboré. Les zones aménagées sont ainsi réparties en blocs de 100 hectares. Chaque bloc est subdivisé en 20 parcelles de 5 ha. Des résultats tangibles ont été atteints en matière de sécurisation des terres. Sur les 30.000 hectares mobilisés, 17.400 hectares dont 11.100 hectares de ZAAP et 6.300 hectares de blocs ont été sécurisés. Construction d'infrastructures d'appui moderne En matière d'infrastructures de base, l'agropole pilote de Kara a permis de doter la région d'un agro-parc construit sur une zone de 16 hectares. Le parc comprend un bloc administratif, un bloc des services, un bloc résidentiel, un bloc des infrastructures socio-collectives, un bloc des unités de transformation agro-industrielles et une amenée du courant électrique et de la fibre optique. Les localités de la région sont aussi dotées d'infrastructures socio-économiques de base et d'intrants agricoles. 128 forages équipés de pompe mixtes et/ou pompes à motricité humaine (PMH) ont été construits pour desservir 42 000 habitants. A cela s'ajoutent l'implantation de quatre mini-adduction d'eau potable (AEP) desservant 16 000 habitants et dix retenues d'eau. Les acteurs du site pilote ont également bénéficié d'un appui en intrants agricoles estimé à 510.216.900F au profit de 259 organisations paysannes (OP) et 49 ZAAP avec 5048 producteurs dont 1023 femmes.

Il est prévu, dans cette dynamique, la création des Centres d'agrégation des producteurs agricoles (CTA) qui va offrir des services financiers et non-financiers de base aux agriculteurs et aux autres acteurs des chaînes de valeurs agro-industrielles. Sur les onze (11) CTA prévus, sept (07) sont en cours de construction dans la région. Renforcement des capacités des acteurs à la base Sachant que la réussite de l'agropole pilote dépend aussi de la compétence des acteurs, le Projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV) a procédé à la formation des acteurs en bonne pratique agricole et en coopération grâce à la convention avec l'institut de conseil et d'appui technique (ICAT) et l'appui de la Fondation Saemaul. Divers matériels et équipements agricoles tels que les semoirs polyvalents, les tricycles, appareils pulvérisateurs, les égreneuses et les moulins spécifiques ont été mis à la disposition des exploitants des ZAAP. Il en est de même pour les intrants agricoles. Les exploitants ont bénéficié de 2300 tonnes d'engrais NPK et 1020 tonnes d'urée ainsi qu'une quantité importante de semences améliorées (50 tonnes de maïs, 40 tonnes de riz et 57,6 tonnes de sésames). La mise en place de l'agropole pilote de Kara participe également à l'atteinte de la souveraineté alimentaire. Le projet a permis la promotion des filières animales et des filières végétales porteuses notamment le maïs, le soja et le riz, qui ont connu une augmentation de 2043 tonnes à 4520 tonnes, soit une hausse de 120% dans ZAAP de la région.

Les agropoles ont pour but d'améliorer les revenus des producteurs

agricoles, de développer le tissu industriel et de services et d'améliorer la

compétitivité à l'export de l'économie nationale.

## Coupe UFOA B U20

### Les Éperviers juniors ont entamé ce jeudi leur stage de préparation

*Les Éperviers juniors ont entamé ce jeudi 20 avril leur stage de préparation à Lomé.*



Ce stage s'inscrit dans la droite ligne des préparatifs de la 2ème édition de la Coupe de L'UFOA-B U20 qui aura lieu du 07 au 21 juillet 2023 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Le Togo participera à la compétition et est logé dans le groupe B en compagnie du Nigéria et du Bénin.

Après un stage externe organisé du 20 au 28 mars dernier par la Fédération Togolaise de Football (FTF), la sélection nationale junior enchaîne avec ce deuxième stage qui prendra fin le 29 avril prochain. 24 des 28 joueurs convoqués ont participé à la première séance d'entraînement qui s'est

tenue ce jeudi après-midi au stade municipal de Lomé. Cette première séance était essentiellement basée sur le travail des passes. Ce vendredi 21 avril, King Messan Amétokodo et ses hommes se retrouveront au terrain d'Ablogamé à 15 heures pour une nouvelle séance d'entraînement.

## SUITE PAGE 4

menaces sécuritaires, de crises sanitaires et diverses difficultés, le gouvernement reste engagé et mise sur un taux de croissance d'environ 8% dans sa vision pour l'avenir du pays. En maintenant ce taux grâce à des efforts soutenus et une mobilisation collective constante, il serait possible pour le Togo de doubler le bien-être de sa population en moins de 10 ans (Graphique 4). Graphique 4 : croissance et doublement du PIB par tête

**C o n c l u s i o n**  
Après 63 ans d'indépendance, le Togo est sur le chemin d'une croissance économique robuste et durable, grâce aux politiques et stratégies de développement mises en place par les différents régimes politiques successifs. L'histoire

économique du pays, marquée par des hauts et des bas, illustre les efforts constants et les expériences accumulées par la Gouvernance publique togolaise pour bâtir une société inclusive et prospère. L'optimisme quant à l'avenir économique du Togo se fonde sur les perspectives de croissance et les aspirations de la population à s'unir autour de la Feuille de route gouvernementale pour améliorer le niveau de vie. Si le pays parvient à maintenir un taux de croissance soutenu et à mobiliser les ressources nécessaires, il est possible de doubler le niveau de vie des Togolais en moins de 10 ans. Ainsi, le Togo peut continuer à bâtir un avenir prometteur pour ses citoyens et réaliser pleinement son potentiel économique.

**R é f é r e n c e s**  
1. Debreu, G. (1962). New Concepts and Techniques for Equilibrium Analysis. International Economic Review, 3(3), 257-273.  
2. Keynes, J.M. (1936). The General Theory of Employment, Interest, and Money. Londres: Macmillan.  
3. Romer, P. M. (1986). Increasing Returns and Long-run Growth. Journal of Political Economy, 94(5), 1002-37.  
4. Solow, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. Quarterly Journal of Economics, 70(1), 65-94.  
5. World Development Indicators (WDI). (2022). The World Bank. [Base de données]. Disponible sur <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>

WALID  
REGRAGUI

“  
AFRIQUE  
A TOI  
MAINTENANT  
”

 **Sanlam**

Vivez en toute confiance